



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipelement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

Décrypt-inFO

Au menu du CSA Ministériel budgétaire du 27 novembre 2025

**BLACK FRIDAY
DES DIR**

Des attaques « tous azimuts » en lien avec les idées décentralisatrices du gouvernement (routes, logement) et de chasse aux EP de certains parlementaires.



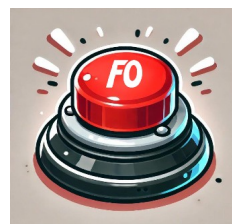
Notre [Focus PLF 2026](#) l'essentiel en 8 points pour le pôle ministériel (effectifs, moyens, rémunérations, action sociale, formation...)



La mise à jour de [L'observatoire FO](#) des effectifs 2014/2025 remise en séance aux ministres...l'austérité on a déjà payé !

Un [Quizz-FO](#)

«Questions du terrain, quels ministères demain ?» transmis aux cabinets en amont pour traiter des sujets concrets.



**La carte
des
entrées**

Le plat de résistance...

- Une quatrième brochette de ministres en un an...mais la moitié présente au rendez-vous.
- La dette, la dette, la dette, la diète la diète la diète !
- Déconcentrer et décentraliser on ne sait pas trop pourquoi, mais il faut nous aider à le faire !
- FO replace les éléments de langage face aux vrais enjeux !

Les principaux enseignements à tirer des réponses des ministres: à retrouver ci-après et en webinaire FO le mercredi 3 décembre à 12h30 (inscriptions [ICI](#)) !

**WEBINAIRE
PLF 2026**
QUELLE SAUCE POUR LES MINISTÈRES
DE L'ÉCOLOGIE/TERRITOIRE/
TRANSPORTS/LOGEMENT ?
3 DÉCEMBRE - 12H30 À 14H00



Pour planter le décor...

- 2 ministres « de plein exercice »
 - 2 directeurs/trices de cabinets pour suppléer l'absence des 2 autres...mais le ministre des Transports sera au rendez-vous de la Formation Spécialisée
- ministérielle « spéciale DIR » du 11 décembre
 - un discours élimé sur les efforts à faire (par les agents) pour éponger la dette (pas de leur fait)

En résumé de leurs déclarations liminaires :

Pour le duo de ministres : Mmes Barbut (Ecologie/Mer) et Gatel (Aménagement du territoire et décentralisation).

Des éléments de langage plus ou moins maîtrisés sur l'impératif de s'attaquer aux déficits et à la dette publique, de conserver la crédibilité internationale de la France pour

justifier de la purge programmée dans le PLF 2026 qui prolonge les 15 années de régime amaigrissant d'un pôle ministériel qui est encore sur le podium des sacrifiés.



Les services travaillent bien mais il faut assurer le dernier kilomètre (mètre, ou centimètre suivant les moments d'intervention) et donc c'est reparti pour les suites du rapport Ravignon, les associations d'élus sont consultées avant de déposer un projet de loi en Conseil des ministres avant la fin de l'année. Au menu une décentralisation et/ou une déconcentration et/ou le terme que vous choisirez tant que ça soit autre chose qu'augmentation.

Un appel du pied en guise de réponse aux questionnements sur le sujet pour que les OS et les agents les aident à choisir le chemin..

Côté transports :

La conférence de financement en 2025 vise à doter les Transports au premier trimestre d'une loi cadre (et donc pluri annuelle) au meme titre qu'il en existe aux Armées et quelques rares autres ministères.

La reconnaissance que les agents des DIR sont plus exposés aux risques que les policiers ou les pompiers, l'hécatombe des accidents se poursuit.

Le ministre Mr Tabarot porte avec vigueur la bonification du service actif auprès de la Fonction Publique et les moyens dédiés au plan de prévention des risques est doté de 40 millions jusqu'en 2027.

Les quelques augmentations de crédits sur le programme Infrastructures et Transports sont dédiées à l'acquisition de matériels roulants..pour les trains de nuit et à la régénération des routes.

Pour la DGAC, des gains de productivité et de qualité de service sont attendus à l'issue de la signature du protocole social, avec un fort enjeu de renouvellement générationnel dans le contrôle aérien.

Côté Logement :

L'important c'est d'avoir un Budget (sic), apporter de la confiance (sic) et assurer que l'ANRU, l'hébergement d'urgence et la relance de l'offre de logements soit au service de la justice sociale.

Les éléments de relance des débats de FO

Nous aurions pu répondre aux propos des ministres par une contre-déclaration de politique générale, et leur expliquer dans le détail pourquoi FO rejette la politique austéritaire de leur gouvernement. Mais l'expérience nous a montré que cela permettait à nos ministres de jouer la montre et de quitter le CSAM sans avoir répondu à ce qui intéresse concrètement leurs agents.

Zoom sur les principaux effets potentiels du PLF 2026 sur notre pôle ministériel et les questions générales que cela pose.

Selon les données consolidées dans notre FOCUS PLF 2026 (à retrouver [ICI](#)), les équilibres proposés mettent sous tension l'ensemble des services, des opérateurs et des établissements publics. Ainsi, si l'issue du PLF 2026 est incertaine, l'horizon tracé pour le pôle ministériel est clair...et nous ne le partageons pas!

1. La reprise de suppressions d'emplois massives

- ➔ -406 ETP au total, dont -216 ETP sur le programme 217 et -268 ETP chez les opérateurs (CEREMA -48, VNF -40, IGN -17, OFB -14...).
- ➔ Le pôle franchit le seuil symbolique des 10 000 ETPT perdus depuis les années 2010.
- ➔ Ces baisses surviennent alors que les services fonctionnent déjà grâce à des milliers d'heures supplémentaires non rémunérées (l'équivalent de 450 agents hors DDI). Destination doublement du travail dissimulé et de la souffrance au travail ? La tentative de dissimuler le travail dissimulé comme au Cerema ne fera pas disparaître la souffrance au travail, elle l'accentuera !

2. Des plafonds d'emploi en recul

- ➔ -316 ETPT dans les services ministériels et DDI.
- ➔ -172 ETPT chez les opérateurs.

La pression budgétaire renforce une trajectoire déjà insoutenable.

Sur le sujet des effectifs, nous reprendrons les 3 mots clés du message adressé par madame Barbut aux agents avant son départ pour la COP 30 à Bélem :

- décarbonation : la bataille est loin d'être gagnée comme l'on démontré les discussions de la COP et l'absence de certains gros émetteurs, d'autant si on continue à affaiblir les leviers pour la mettre en œuvre en France
- adaptation: cela fait plus de 15 ans que nous faisons preuve de notre capacité d'adaptation, pris dans un tourbillon continue de réformes ayant fait perdre 10 000 ETP et de nombreux leviers de portage des politiques. De la souplesse à la contorsion, on a connu. La déchirure n'est pas loin.
- Préservation : ce devrait être le mot d'ordre du gouvernement pour nos missions, nos effectifs, nos services et opérateurs. Mais les bruits courent sur des rumeurs de transferts massifs de missions dans les domaines aménagement, logement, routes. Du lard ou du cochon ? Et quel sera l'avis du gouvernement sur la proposition de loi caricaturale et dangereuse demandant la suppression de la moitié des EP du pôle ministériel ?

3. Une stagnation de la masse salariale qui masque un recul du pouvoir d'achat

- +0,3 %, soit 6 fois moins que l'inflation prévue.
- Aucune mesure catégorielle, aucune revalorisation indemnitaire, aucun plan de requalification.
- Depuis le COVID, c'est -15 % de pouvoir d'achat cumulé pour les agents.

FO revendique la transposition de la dynamique salariale de la catégorie A++ (+14 %) sur 2022-2024 à l'ensemble du pôle.

4. Des crédits de fonctionnement sous pression

- Le P217 hors titre 2 chute à 231,2 M€ (267,3 M€ en 2025).
- Les priorités imposées (immobilier, numérique) risquent de tendre davantage les conditions de travail.
- Aucune visibilité sur les crédits de fonctionnement des services déconcentrés: ils dépendent des crédits du ministère de l'Intérieur

5. Une action sociale en difficulté

- La restauration collective voit ses coûts exploser (+2,5 M€ sur 3 ans) pour seulement +0,2 M€ de crédits en 2026.
- Risque réel de rupture de financement en 2026.
- Les Arbres de Noël restent figés à 40 € par enfant, un montant devenu irréaliste.
- Zéro revalorisation des CIL, en décalage total avec les besoins du terrain.
- Des opérateurs mis en grande difficulté pour gérer leur patrimoine immobilier

Comparaison inter-ministérielle (par agent en 2021) :

MTE : 487 €

Agriculture : 622 €

Finances : 789 €

→ Le pôle METTL a des marges de progrès!

6. Prévention des risques : un budget à peine suffisant pour les obligations

- 3,2 M€, en légère hausse mais absorbés par les dépenses obligatoires.
- Aucune marge pour améliorer réellement la prévention dans les services.

7. Handicap : continuité, mais fragilité structurelle

- Le budget handicap de 0,3 M€ est reconduit.
- Crédits du FIPHFP plafonnés à 2,5 M€.
- De nombreux outils restent fragiles ou sous-financés et l'inflation est là.

8. Formation : stabilité budgétaire mais dilution continue des outils

- Crainte d'un recentrage sur les formations obligatoires au détriment des besoins métiers.
- Déplacements difficiles à financer : la menace du "tout distanciel" s'installe.
- Les écoles perdent des effectifs (ENPC, ENTPE, ENAC) et le CMVRH est en pleines turbulences.

Quelle que soit sa résultante finale, ce PLF 2026 trace la voie d'une nouvelle cure d'austérité pour un pôle déjà exsangue, et les pistes soulevées par le gouvernement sur la décentralisation et le parlement sur les EP préfigurent une explosion.

Zoom sur quelques questions concrètes du terrain issues de notre [Quizz-ministres](#)

Agente en DREAL, j'ai entendu parler d'un décret publié cet été qui place vos directeurs régionaux sous autorité unique du préfet et qui renforce ses pouvoirs de dérogation. **Comment comptez-vous défendre la capacité de vos services territoriaux à exprimer un avis technique et réglementaire conforme aux politiques de vos ministères pour éclairer une décision politique et non la justifier par avance ? Êtes-vous conscients des menaces planant pour les unités départementales des DREAL ?** Et j'ai appris que le gouvernement lançait des réflexions quant à un nouvel acte de décentralisation en matière d'aménagement, logement et transports. **Une nouvelle vente à la découpe des missions des DREAL et des DDT-M ?** Enfin, les moyens de fonctionnement de ma direction comme celle des DDI est placée sous la gestion unique du ministère de l'intérieur. **Quels sont vos leviers pour vérifier que vos services ou ceux qui portent vos politiques ne sont pas moins bien dotés que la moyenne des autres services « servis » ?**

→ Cette question et de la relance de FO sur le sujet des pistes de décentralisation/déconcentration semble faire prendre conscience à la ministre Barbut des enjeux de gouvernance de l'État territorial qui doit retrouver un cadre interministériel.

Agent de la chaîne RH : depuis de longues années, je constate l'éclatement et l'affaiblissement de la chaîne RH, entraînant l'éloignement des interlocuteurs RH des agents et une dégradation inédite de la fiabilité des actes de gestion ou de paie. Cela génère une dégradation de mes conditions de travail pouvant aller jusqu'à une forme de souffrance au travail quand je constate que des erreurs dont je ne suis aucunement coupable placent des collègues dans des situations intenable, pouvant aller jusqu'à devoir solliciter des aides sociales pour survivre. **Que comptez-vous faire pour rétablir les moyens et leviers d'action de la chaîne RH ministérielle ? Et qu'est-ce qui se cache derrière les rumeurs courant en ce moment sur les services retraite ?**

→ Pas de réponse, l'administration baisse les yeux...

Agente à VNF, j'ai appris que l'administration avait entériné contre l'avis des OS une augmentation de 14 % du montant des options de la PSC en 2026. **Avez-vous prévu d'augmenter la contribution employeur au même niveau ? Qu'avez-vous prévu pour traiter le sujet particulier des ayants-droit qui touche en particulier les familles mono-parentales à faible revenu ? Sans parler de l'effet injustifiable de ponction salariale en cas d'arrêt maladie. Avec tout cela, devrais-je demain choisir entre vivre en bonne santé et renoncer à me soigner pour survivre financièrement ?**

→ Des évolutions annoncées en matière de solidarité avec les ayants-droits...affaire à suivre !

Agent au CEREMA, je constate que la dotation pour service public ne couvre plus les salaires des agents de l'établissement public. **Pouvez-vous me garantir un déroulement de carrière normal en y restant avec l'assurance d'être payée jusqu'à la fin de l'année ?** De surcroît, j'ai entendu parler d'une proposition de loi « visant à reprendre le contrôle et lutter contre l'agencification de l'État » proposant de supprimer plusieurs opérateurs du ministère dont le Cerema. **Le CEREMA comme les autres EP du ministère a-t-il encore besoin de se justifier une énième fois alors qu'il a déjà malheureusement contribué activement aux réductions d'effectifs depuis 2014 et non à une génération spontanée d'emplois publics comme le laissent entendre nos détracteurs ?** Et pour le Cerema en particulier, **cautionnez-**

vous la tentative de passage en force de la part du DG qui veut faire porter aux agents les effets de la crise budgétaire en généralisant le travail dissimulé (remise en séance d'un [courrier FO/CGT/UNSA](#))?

→ Les ministres semblent parfois découvrir qu'il y a des opérateurs...mais affirmation de la volonté de les défendre quand même...



Agent en DIR, j'ai été témoin il y a 15 jours du 100^e accident matériel en DIR pour 2025. 3 décès et 14 blessés cette année. À quand la reconnaissance de la dangerosité de mes missions au travers de la bonification du service actif dans le calcul de la retraite, au même niveau que d'autres corporations soumises aux mêmes risques ? À quand les effectifs de titulaires et les matériels suffisants pour réaliser nos missions, y compris pour renouveler le matériel endommagé suite à accident ? Quelle ambition réelle à la réouverture des négociations sur le plan de prévention des risques ? Et l'annonce par le gouvernement d'un nouveau chantier de décentralisation, est-ce pour préparer la fin des DIR ? C'est pour se débarrasser de vos responsabilités d'employeur ?

→ Affirmation du cabinet Transport que le ministre reste bien mobilisé pour la reconnaissance de la dangerosité des missions y compris auprès du ministre de la Fonction Publique, et se montre à l'écoute de nos arguments de conserver une compétence technique de l'État en matière d'infrastructures.

Agent du pôle ministériel, je constate la dégradation continue de mon pouvoir d'achat depuis 15 ans, contrairement à ce qu'affirment les gouvernements successifs pour justifier le blocage de toute mesure générale ou catégorielle en 2025 puis en 2026. Au-delà des solutions à apporter au niveau de la Fonction Publique, avez-vous prévu de défendre des mesures catégorielles et des plans de requalification pour les agents de votre pôle ministériel quel que soit leur statut ou leur catégorie (notamment ce qui était programmé dans le cadre de l'agenda social)? Quelles mesures prévoyez-vous pour reconnecter les wagons ABC à la locomotive A++ ? Et sans même avoir à « parler gros sous », qu'avez-vous prévu pour donner quelques bonnes nouvelles dans un jeu « gagnant/pas trop perdant » (semaine de 4,5 jours, regroupement des publications de postes en préservant le cycle collectif de printemps, rétablissement de réunions de concertation promo/mobilité) ?

→ Au moins les ministres connaissent la vraie situation salariale de leurs agents face aux campagnes de désinformation...elles demandent à l'administration de faire au mieux avec les crédits disponibles...donc quasi rien ! Seules les réformes lancées en 2025 seront assumées budgétairement.

A retenir : verbatim de ministres...

Madame Barbut :

« Le sort du Budget est incertain, aucun engagement ne peut donc être pris (et puis il y a la dette). »

« Nous avons noté que vous n'étiez pas contents, mais nos prédécesseurs (de l'été) se sont battus et ont limité la casse. »

« La bataille politique, au vu des amendements effarants déposés par certains

parlementaires, et de faire accepter que dans la transition un certain nombre de choses coûteront plus cher. »

« En ce qui concerne la décentralisation, tous les élus locaux disent qu'il leur faut de plus grandes marges de manœuvre et décentraliser, mais je note que les pertes de technicité et les pouvoirs des préfets sont au cœur de vos préoccupations. »

« La suppression de l'OFB n'est pas à l'ordre du jour et soyez assurés que si ça l'était, ce serait sans moi ».

« Concernant le rapprochement d'opérateurs, la discussion va avoir lieu ! Peut-on en discuter sereinement ? »

« Je ne sais pas par quels sujets ni comment, mais on fera du dialogue social »

« J'aurai l'injonction de décentraliser et déconcentrer, je demande donc au Secrétaire général d'organiser les discussions avec vous pour que nous puissions discuter sur la manière d'opérer. »

Madame Gatel :

« L'idée est d'agir mieux en renforcement l'action publique jusqu'au dernier kilomètre en étant plus agile mais sans effacer l'Etat. L'Etat est garant de la cohésion sociale et de l'équité dans son rôle péréquisiteur. »

« L'Etat est garant de la cohésion sociale et de l'équité par son rôle péréquisiteur »

La réponse de FO sur ces derniers volets (déconcentration/décentralisation) étant : pour renforcer la déconcentration d'un pôle ministériel déjà historiquement déconcentré, on ne voit pas bien ce qui pourrait être fait à part rétablir les moyens d'ingénierie publique mobilisables dans les services régionaux et départementaux avant la RGPP ! Les élus locaux retrouveront un Etat qui sait aider et accompagner dans la mise en œuvre des réglementations pour répondre aux enjeux de la Nation.

Pour en discuter ensemble « à froid »

→ **Rendez-vous le mercredi 3 décembre** : nous vous proposons un webinaire de décryptage de ce CSAM budgétaire (inscriptions [ICI](#))

